

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1920.

Projet de loi

approuvant :

- 1° la Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919;
- 2° la Convention du même jour sur le régime des spiritueux en Afrique;
- 3° la Convention du même jour portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA SECTION CENTRALE, RÉUNIES (2), PAR M. MECHELYNCK.

MESSIEURS,

Le Gouvernement propose à la Chambre l'approbation, par un seul projet de loi, de trois Conventions signées à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre dernier.

I.

Convention portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890.

1. La Convention, présentée sous ce titre à la Chambre, n'a été signée que

(1) Projet de loi, n° 125.

(2) La Commission des Affaires Étrangères et la section centrale, réunies, présidées par M. Brunet, étaient composées :

Commission des Affaires Étrangères : MM. Brunet, président, Carton de Wiart et Neujean, vice-présidents, Buiset, de Wouters d'Oplinter et Piérard, secrétaires, Bouchery, Branquart, de Selys-Longchamps, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Raemdonck, Royers, Segers, Standaert, Troelet, Uytroever, Verachtert, Winandy et Woeste.

Rapporteurs délégués par les Sections :

MM. Gendebien, Van Limburg Stirum, Van Caenegem, Mabille, Mechelynck et de Liedekerke.

par certaines des Puissances de l'Entente: les États-Unis d'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Belgique et le Portugal.

Elle ne se borne pas, comme le porte son titre, à reviser les trois Actes diplomatiques qu'elle mentionne; aux termes de son article 13, ces actes sont abrogés en tant qu'ils lient entre elles les Puissances qui y sont parties.

L'Exposé des motifs du projet de loi examine les diverses questions reprises dans la Convention; le rapport s'y réfère; pour le surplus, il appelle l'attention de la Chambre sur certaines d'entre elles et lui signale les points des actes abrogés que la Convention ne règle plus.

2. L'Acte général de Berlin du 26 février 1885, intervenu au moment de la fondation de l'État indépendant du Congo, règle le statut international d'une grande partie de l'Afrique, notamment celui des territoires compris dans le bassin du Congo et en conséquence celui de la colonie belge du Congo.

Cet acte proclame, dans ses premières dispositions, la liberté complète du commerce pour toutes les nations — art. 1 — et l'égalité de tous les pavillons sans distinction de nationalité, art. 2; il stipule, en faveur de tous les étrangers indistinctement, pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice des professions, la jouissance du traitement et des droits reconnus aux nationaux, art. 3.

La Convention soumise à la Chambre maintient le régime de liberté et d'égalité, mais exclusivement pour les ressortissants des Puissances signataires de la Convention et des États, membres de la Société des Nations, qui y adhéreront; cette adhésion est réservée aux Puissances qui étaient parties soit à l'Acte de Berlin, soit à l'Acte de Bruxelles ou à la Déclaration y annexée, art. 14.

3. La Convention apporte une modification importante au régime fiscal établi par les actes antérieurs.

L'article 4 de l'Acte de Berlin affranchissait de tous droits d'entrée et de transit les marchandises importées.

La Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, tenant compte des charges imposées par l'Acte général de la même date, permettait la perception de droits d'entrée, mais en les limitant à 10 p. c. de la valeur de la marchandise au port d'importation.

Ce régime restrictif, qui n'avait d'ailleurs été établi que temporairement, jusqu'en 1903, fut condamné par l'expérience coloniale. La Convention de Saint-Germain-en-Laye y met fin; elle conserve aux États intéressés le droit de fixer librement les règles et les tarifs de douane et de navigation applicables à leur territoire.

4. « La Conférence de Berlin, et l'histoire le retiendra à sa gloire, dit » l'exposé des motifs, a en quelque sorte codifié les devoirs civilisateurs des » nations coloniales.

» Les Puissances signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye » n'ont renié aucun des principes inscrits dans ces dispositions. Elles ont » même repris textuellement la plupart de celles-ci et bien mieux, elles en » ont étendu l'application à la totalité du continent africain. »

Il convient cependant de signaler certaines différences entre le texte de l'Acte général de Berlin et celui de la Convention de Saint-Germain-en-Laye.

L'article 6 de l'Acte de Berlin garantit expressément la liberté de conscience et la tolérance religieuse aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Il dispose en outre que le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des édifices religieux, d'organiser des missions appartenant à tous les cultes, ne seront soumis à aucune restriction ni entrave.

L'article 11 de la Convention nouvelle ne mentionne pas les indigènes ; ils sont compris, sans aucun doute, dans l'expression générale « les ressortissants ».

Il ne mentionne plus ni la tolérance religieuse, ni l'exercice public des cultes ; ces modifications affectent-elles l'étendue de la liberté garantie en cette matière par la Convention, ou ne constituent-elles que des différences de rédaction ? Cette dernière interprétation semble devoir être adoptée en présence des termes de l'exposé des motifs, rapportés ci-dessus.

La question d'ailleurs n'affecte pas le régime applicable au Congo Belge ; car l'article 2 de la loi sur le Gouvernement du Congo assure à tous les habitants de la colonie la jouissance des droits reconnus par les articles 7, alinéas 1 et 2 ; 8 à 15 ; 16, alinéa 1 ; 17, alinéa 1 ; 21 ; 22 et 24 de la Constitution belge.

5. Le chapitre III de l'Acte général de Berlin contient une déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo ; les dispositions sur la neutralité disparaissent ; la Convention nouvelle ne les reproduit pas.

Le même chapitre III établit, pour le cas de dissentiment au sujet ou dans les limites de ces territoires entre les Puissances signataires, le recours obligatoire à la médiation ; il leur réserve le recours facultatif à la procédure d'arbitrage.

La Convention du 10 septembre 1919 prescrit que tout différend touchant son application et ne pouvant être réglé par voie de négociation, devra être soumis à un tribunal d'arbitrage conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

6. La Convention n'est pas limitée quant à sa durée ; mais, d'après son article 15, les Puissances signataires de la Convention se réuniront obligatoirement à l'expiration d'une période de dix ans pour apporter à celle-ci les modifications que l'expérience aura rendues nécessaires.

7. Les Puissances réunies à Berlin ont interdit la traite des esclaves et se sont engagées à employer tous les moyens en leur pouvoir pour mettre fin au commerce des esclaves et punir ceux qui s'en occuperaient (art. 9).

L'Acte général signé à Bruxelles le 2 juillet 1890 a poursuivi l'œuvre de 1885 ; il constitue une législation contre la traite des esclaves. Il comprend, en outre, quelques articles sur le commerce des armes et des munitions et un chapitre réglementant le commerce des spiritueux.

L'ensemble des dispositions sur la répression de la traite des esclaves est

devenu inutile et disparaît; mais l'article 11 de la Convention du 10 septembre 1919 portant revision de l'Acte général de Berlin et de l'Acte général de Bruxelles dit que les Puissances signataires, exerçant des droits de souveraineté ou une autorité dans les territoires africains, « s'efforceront d'assurer la suppression de l'esclavage sous toutes ses formes et de la traite des noirs, sur terre et sur mer. »

Le commerce des armes et des munitions est réglé par la deuxième des conventions de Saint-Germain-en-Laye; le commerce des spiritueux par la troisième.

II.

Convention sur le régime des spiritueux en Afrique.

La Convention sur le régime des spiritueux en Afrique est signée, comme la précédente, par les États-Unis d'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Belgique et le Portugal.

Elle remplace, en cette matière, pour les Puissances signataires, l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, abrogé par l'article 13 de l'une des deux autres conventions soumises à la Chambre par le projet de loi.

Le régime, établi par la Convention, est précisé dans l'Exposé des motifs; le rapport se réfère à celui-ci.

Il signale cependant à la Chambre qu'une convention, signée à Bruxelles, le 8 novembre 1906, fixait les droits de douanes et d'accises sur les spiritueux dont l'importation ou la fabrication étaient autorisées; ses dispositions sont reprises, avec certaines modifications, dans l'article 4 et l'article 5, alinéa 3, de la Convention du 10 septembre 1919.

III.

Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions.

La Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions a été signée par toutes les Puissances de l'Entente.

La Convention a un double but qui justifie leur intervention; elle ne se borne pas, comme les précédentes, à reviser la réglementation instituée par l'Acte général de Berlin ou par celui de Bruxelles; elle s'étend à des régions nouvelles en Afrique et en Asie, et elle intervient dans une matière qui, jusqu'à ce jour, était restée en dehors de la réglementation internationale : l'exportation des armes de guerre.

Le préambule de la Convention et l'exposé des motifs du projet de loi contiennent la justification de ces diverses dispositions.

Le Gouvernement, comme il en a pris l'engagement par l'article 22 de la Convention, sera amené à proposer au Parlement des dispositions législatives mettant la législation interne de la Belgique en concordance avec les prescriptions de cette Convention.

IV.

Bureaux internationaux.

La Convention sur le commerce des spiritueux, en son article 5, la Convention sur le commerce des armes et des munitions, en son article 7, prévoient la création de bureaux internationaux placés sous l'autorité de la Société des Nations et chargés d'assurer entre les États, parties aux Conventions, la communication de certains documents.

Les Conventions ne déterminent pas le siège de ces bureaux.

Sous l'empire de l'Acte général de Bruxelles, et en vertu de son article 82, un bureau attaché au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique a été chargé d'une mission identique.

La Section centrale se joint au Gouvernement pour demander que ce bureau soit maintenu et qu'il soit chargé de la mission prévue par les deux conventions de Saint-Germain-en-Laye.

V.

Adhésion de nouveaux États.

L'article 13 de l'une des Conventions de Saint-Germain-en-Laye abroge l'Acte général de Berlin de 1885 et l'Acte général de Bruxelles de 1890.

Cette abrogation ne lie, toutefois, d'après le texte de l'article 13 et conformément aux principes généraux du droit, que les parties contractantes ; d'autres États, cependant, étaient parties aux actes de 1885 et de 1890. Quelle est, pour ces États, la situation créée par les nouvelles Conventions ?

Une distinction s'impose :

Trois puissances ennemies étaient signataires des actes de Berlin et de Bruxelles : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie. D'après l'article 126 du Traité de Versailles, l'Allemagne s'est engagée : à reconnaître et à agréer les Conventions passées ou à passer par les Puissances alliées ou associées ou certaines d'entre elles avec toute autre Puissance, relativement au commerce des armes et des spiritueux, ainsi qu'aux autres matières traitées dans les Actes généraux de Berlin du 26 février 1885 et de Bruxelles du 2 juillet 1890 et les Conventions qui les ont remplacées ou modifiées. »

La même disposition est inscrite dans l'article 373 du Traité de Saint-Germain avec l'Autriche et elle le sera également, dit l'Exposé des motifs, dans le traité qui sera présenté à la Turquie.

A l'égard des autres États, parties aux actes de 1885 et de 1890, ces actes subsistent ; mais ces États sont autorisés à adhérer aux conventions du 10 septembre 1910, s'ils sont membres de la Société des Nations, et l'Exposé des motifs déclare que leur adhésion sera sollicitée.

Le projet de loi n'a soulevé aucune observation dans les sections. La Section centrale, tout en regrettant que sur certains points la guerre ait imposé

des modifications à des dispositions admises par les conventions antérieures, vous propose à l'unanimité d'approuver les trois conventions qui vous sont soumises ; toutefois, les Puissances signataires des trois conventions n'étant pas les mêmes, elle propose de ne pas comprendre ces trois conventions dans un seul projet de loi, mais de faire de l'approbation de chacune d'elles, l'objet d'un projet de loi distinct.

Le Rapporteur,

A. MECHÉLYNCK.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 APRIL 1920.

Wetsontwerp

houdende goedkeuring :

- 1^o van de Overeenkomst geteekend te Saint-Germain-en-Laye, den 10^e September 1919, aangaande het toezicht op den handel in wapens en munitie;
- 2^o van de Overeenkomst, op denzelfden dag geteekend, betreffende de behandeling der sterke dranken in Afrika;
- 3^o van de Overeenkomst, op denzelfden dag geteekend, houdende herziening der Algemeene Akte van Berlijn van 26 Februari 1885 en der Algemeene Akte en der Verklaring van Brussel van 2 Juli 1890 (1).

VERSLAG

NAMENS DE VEREENIGDE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN
EN MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MECHELYNCK.

MIJNE HEEREN,

De Regeering stelt aan de Kamer voor, de drie Overeenkomsten, welke te Saint-Germain-en-Laye op 10 September l. l. werden geteekend, door middel van slechts één wetsontwerp goed te keuren.

I.

Overeenkomst houdende herziening der Algemeene Akte van Berlijn d. d. 26 Februari 1885 der Algemeene Akte en der Verklaring van Brussel d. d. 2 Juli 1890.

1. De onder dezen titel aan de Kamer voorgelegde Overeenkomst werd

(1) Wetsontwerp, n^o 123.

(2) De Commissie voor de Buitenlandsche Zaken en de Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestonden uit :

Commissie voor de Buitenlandsche Zaken : de heeren Brunet, voorzitter, Carton-de Wiart en Neujean, ondervoorzitters, Buisset, de Wouters d'Oplinter en Piérard, secretarissen; Bouchery, Branquart, de Selys-Longchamps, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Raemdonck, Røyers, Segers, Standaert, Troclet, Uytroever, Verachtert, Winandy en Woeste.

Verlaggevers, door de Afdeelingen afgevaardigd :

De heeren Gendebien, Van Limburg Stirum, Van Caenegem, Mabille, Mechelynck en de Liedekerke.

slechts onderteekend door sommige Mogendheden der Entente : de Vereenigde Staten van Amerika, Engeland, Frankrijk, Italië, Japan, België en Portugal.

Zij bepaalt er zich niet bij, zooals haar titel vermeldt, de drie daarin vermelde diplomatieke Akten te herzien; naar luid van haar artikel 13, worden deze akten ingetrokken in zooverre zij de Mogendheden, die er als partijen optraden, onderling verbinden.

De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp onderzoekt de onderscheidene punten welke in de Overeenkomst moeten herzien worden; het verslag verwijst er naar; verder bepaalt het er zich bij, de aandacht der Kamer te vestigen op sommige daarvan en haar de punten van de ingetrokken akten aan te duiden, welke de Overeenkomst niet meer regelt.

2. De Algemeene Akte van Berlijn, d.d. 26 Februari 1885, gesloten bij de oprichting van den Onafhankelijken Congostaat, regelt het internationaal statuut van een groot gedeelte van Afrika, namelijk dit van het grondgebied behorende tot het Congobekken en bijgevolg dit van de Belgische Congokolonie.

In hare eerste bepalingen roept die Akte de volledige vrijheid uit van den handel voor al de natiën (artikel 1) en de gelijkheid van al de vlaggen zonder onderscheid van nationaliteit, art. 2; het bepaalt ten voordeele van al de vreemdelingen, zonder onderscheid, voor de bescherming hunner personen en hunner goederen, de verkrijging en de overdracht van hunne roerende en onroerende goederen en, voor de uitoefening der bedrijven, het genot der behandeling en der rechten, aan de landgenooten erkend, art. 5.

De aan de Kamer voorgelegde Overeenkomst houdt de gelijkheids- en vrijheidsregeling in stand, doch uitsluitend voor de onderdanen van de Mogendheden, die de Overeenkomst onderteekenden, en van de Staten, leden van den Volkerenbond, die tot dezelfde zullen toetreden; deze toetreding was voorbehouden aan de Mogendheden, die als partijen optraden hetzij bij de Akte van Berlijn, hetzij bij de Akte van Brussel of bij de daaraan toegevoegde Verklaring, art. 14.

3. De Overeenkomst brengt eene belangrijke wijziging in de fiscale regeling, door de vroegere akten bepaald.

Artikel 4 van de Akte van Berlijn schafte al de invoer- en doorvoer-rechten af voor de ingevoerde waren.

De Verklaring van Brussel d. d. 2 Juli 1890, rekening houdende met de lasten, door de Algemeene Akte van denzelfden datum opgelegd, machtigde het heffen van inkomende rechten, doch mits deze zouden beperkt zijn tot 10 t. h. van de waarde der goederen in de haven van invoer.

Deze beperkende regeling, welke overigens slechts tijdelijk, tot in 1905, was vastgesteld, werd op grond van de koloniale ervaring veroordeeld. De Overeenkomst van Saint-Germain-en-Laye schaft ze af; zij behoudt aan de betrokken Staten het recht om de op hun grondgebied toepasselijke regelen en tarieven voor het tolwezen en de scheepvaart vrijelijk te bepalen.

4. « De Conferentie van Berlijn, zegt de *Memorie van Toelichting*, — de » geschiedenis zal er melding van maken tot haar roem — had om zoo te

» zeggen, door deze beschikkingen, de beschavingsplichten der koloniale
» natiën vastgesteld.

« Geen enkel der beginsels, die in deze beschikkingen bevat zijn,
» werd door de Mogendheden, die de overeenkomst geteekend hebben,
» verloochend. Deze hebben woordelijk de meeste dezer beschikkingen
» overgenomen en, nog beter, zij hebben er de toepassing van uitgebreid
» over geheel het Afrikaansche vasteland. »

Het behoort echter te wijzen op sommige verschillen tusschen den tekst der Algemeene Akte van Berlijn en dien der Overeenkomst van Saint-Germain-en-Laye.

Artikel 6 der Akte van Berlijn waarborgt uitdrukkelijk de gewetensvrijheid en de verdraagzaamheid in zake godsdienst voor inlanders zoowel als voor landgenooten en vreemdelingen. Bovendien wordt er in bepaald dat de vrije en openbare uitoefening van elken eeredienst, het recht om godsdienstige gebouwen op te richten, om zendingen van alle eerediensten tot stand te brengen, noch beperkt noch belemmerd zullen worden.

Artikel 11 van de nieuwe Overeenkomst spreekt niet van de inlanders; zij zijn begrepen onder de algemeene uitdrukking « de onderdanen »?

Het spreekt niet meer van godsdienst-verdraagzaamheid, noch van openbare uitoefening van den eeredienst; gelden deze wijzigingen voor den heelen omvang der vrijheid, te dezer zake gewaarborgd door de Overeenkomst, of is het slechts eene verschillende lezing? Deze laatste uitlegging schijnt de goede te zijn naar de hooger aangehaalde bewoordingen der Memorie van Toelichting.

Het vraagstuk raakt overigens het stelsel niet, dat in Belgisch Congo wordt toegepast; immers artikel 2 der wet op de Regeering van Congo verzekert aan al de inwoners der kolonie het genot der rechten, erkend door de artikelen 7, § 1 en 2; 8 tot 13; 16, § 1; 17, § 1; 21; 22 en 24 der Belgische Grondwet.

5. In hoofdstuk III van de Algemeene Akte van Berlijn komt eene verklaring voor betreffende de onzijdigheid der grondgebieden begrepen in het bij overeenkomst bepaalde Congobekken; de bepalingen betreffende de onzijdigheid vallen weg; de nieuwe Overeenkomst neemt ze niet meer op.

Hetzelfde hoofdstuk III bepaalt dat de bemiddeling verplichtend zijn zal, in geval van geschil tusschen de Verdragsluitende Mogendheden aangaande deze grondgebieden of binnen de grenzen daarvan; hun wordt voorbehouden dat zij vrij zijn zich te wenden tot het scheidsgerecht.

De Overeenkomst van 10 September 1919 schrijft voor, dat elk geschil aangaande hare toepassing, hetwelk niet door onderhandeling kan geregeld worden, moet onderworpen worden aan een scheidsgerecht overeenkomstig de bepalingen van den Volkenbond.

6. De duur van de Overeenkomst is niet beperkt; doch volgens artikel 15 zullen de Verdragsluitende Mogendheden na het verstrijken van een tijdperk van tien jaar moeten bijeenkomen om in de Overeenkomst de wijziging te brengen welke door de ondervinding noodzakelijk zal zijn gebleken.

7. De Mogendheden, te Berlijn vergaderd, hebben den slavenhandel ver-

hoden en zich verbonden al de middelen te gebruiken, die in hunne macht stonden om aan den slavenhandel een einde te stellen en degenen te straffen, die zich daarop zouden toeleggen. (Art. 9.)

De Algemeene Akte, te Brussel onderteevend op 2 Juli 1890, zette het werk van 1883 voort; zij is eene wetgeving tegen den slavenhandel. Zij omvat bovendien enkele artikelen over den handel in wapens en munitie, en een hoofdstuk tot regeling van den handel in sterke dranken.

De gezamenlijke bepalingen betreffende de beteugeling van den slavenhandel zijn onnoodig geworden en vallen weg, doch artikel II der Overeenkomst van 10 September 1919 tot herziening der Algemeene Akte van Berlijn en der Algemeene Akte van Brussel bepaalt dat de Verdragsluitende Mogendheden, welke belast zijn met soevereine rechten of met eene overheid in de Afrikaansche gebieden, zullen er zich op toeleggen, de slavernij onder elken vorm en den slavenhandel, te lande en te water, af te schaffen.

De handel in wapens en munitie wordt geregeld door de tweede Overeenkomst van Saint-Germain-en-Laye; de handel in sterke dranken door de derde.

II.

Overeenkomst betreffende de regeling van toepassing op de sterke dranken in Afrika.

De Overeenkomst betreffende de regeling van toepassing op de sterke dranken in Afrika is, zooals de voorgaande, onderteevend door de Vereenigde Staten van Amerika, Engeland, Frankrijk, Italië, Japan, België en Portugal.

Op dit gebied vervangt zij, voor de Verdragsluitende Mogendheden, de Algemeene Akte van Brussel d. d. 2 Juli 1890, ingetrokken door artikel 13 van eene der twee andere overeenkomsten, welke door het wetsontwerp aan de Kamer voorgelegd zijn.

De door de Overeenkomst gevestigde regeling wordt nader omschreven in de Memorie van Toelichting; het verslag verwijst naar deze.

Het vestigt nochtans de aandacht der Kamer op het feit dat eene op 8 November 1906 te Brussel geteekende overeenkomst de tol- en accijnsrechten vaststelt voor de sterke dranken, waarvan de invoer of de vervaardiging waren toegelaten; hare bepalingen zijn mits enkele wijzigingen overgenomen in artikel 4 en in artikel 5, § 3, der Overeenkomst van 10 September 1919.

III.

Overeenkomst betreffende de contrôle van den wapen- en munitiehandel.

De Overeenkomst betreffende de contrôle van den wapen- en munitiehandel werd door al de Mogendheden van de Entente onderteevend.

De Overeenkomst heeft een dubbel doel, waardoor hun optreden wordt gebillijkt; zij bepaalt er zich niet bij, zooals de vorige overeenkomsten, wijziging te brengen in de regeling, welke tot stand werd gebracht door de

Algemeene Akte van Berlijn of door die van Brussel; zij strekt zich uit tot nieuwe gewesten van Afrika en van Azië en regelt eene zaak, die tot nog toe buiten de internationale regeling was gebleven: den uitvoer van oorlogswapenen.

In de inleiding van de Overeenkomst en in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp worden deze onderscheidene bepalingen gewettigd.

Door artikel 22 van de Overeenkomst heeft de Regeering de verbintenis aangegaan, aan het Parlement wetsbepalingen voor te stellen, waardoor de binnenlandsche wetgeving van België in overeenstemming zal worden gebracht met de bepalingen van die Overeenkomst.

IV.

Internationale Bureelen.

Door artikel 5 der Overeenkomst op den handel in sterke dranken, door artikel 7 der Overeenkomst op den wapen- en munitiehandel wordt de oprichting van internationale bureelen voorzien, die, gesteld onder het gezag van den Volkenbond, gelast zijn aan de Staten, welke de Overeenkomsten hebben gesloten, de kennisgeving van sommige stukken te verzekeren.

De Overeenkomsten bepalen niet waar die bureelen zullen gevestigd zijn.

Naar aanleiding van de Algemeene Akte van Brussel, en krachtens artikel 82 daarvan, werd een bureel, verbonden aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van België, met eene gelijkaardige opdracht belast.

De Middenafdeeling sluit zich aan bij de Regeering om te vragen dat dit bureel zou behouden blijven en belast worde met de taak voorzien in de twee Overeenkomsten van Saint-Germain-en-Laye.

V.

Toetreding van nieuwe Staten.

Krachtens artikel 13 van een der Overeenkomsten van Saint-Germain-en-Laye vervallen de Algemeene Akte van Berlijn van 1885 en de Algemeene Akte van Brussel van 1890.

Volgens den tekst van artikel 13 en overeenkomstig de algemeene rechtsbeginselen, is dit intrekken echter alleen verbindend voor de verdragsluitende partijen; de akten van 1885 en van 1890 werden nochtans door andere Staten onderteeekend. Welk is voor deze Staten de toestand, door de nieuwe Overeenkomsten in 't leven geroepen?

Een onderscheid dient te worden gemaakt:

Drie vijandelijke Mogendheden hadden de akten van Berlijn en van Brussel onderteeekend: Duitschland, Oostenrijk-Hongarije en Turkije. Krachtens artikel 126 van het Verdrag van Versailles verbindt zich

Duitschland « tot het erkennen en het aannemen van de overeenkomsten die » gesloten of te sluiten zijn door de geallieerde of geassocieerde Mogend- » heden, of sommige daarvan, met gelijk welke andere Mogendheid, aan- » gaande den handel in wapens en sterke dranken en de andere onderwer- » pen die in de Algemeene Akten van Berlijn van 26 Februari 1883 en van » Brussel van 2 Juli 1890 en de Overeenkomsten die ze volledig of gewijzigd » hebben, behandeld worden. »

Dezelfde bepaling komt voor in artikel 373 van het Verdrag van Saint-Germain met Oostenrijk en zij zal eveneens voorkomen, zegt de Memorie van Toelichting, in het Verdrag dat aan Turkije zal voorgelegd worden.

Voor de overige Staten die de Akten van 1883 en 1890 hebben onderteekend, blijven deze Akten van kracht; doch, zoo zij lid zijn van den Volkerenbond, kunnen zij tot de Overeenkomst van 10 September 1919 toetreden, en, naar luid van de Memorie van Toelichting, zal hunne toetreding worden gevraagd.

In de Afdeelingen gaf het wetsontwerp tot geene enkele aanmerking aanleiding. Ofschoon de Middenafdeeling betreurt dat voor sommige zaken door den oorlog wijzigingen werden opgelegd in bepalingen welke door voorgaande overeenkomsten waren aangenomen, stelt zij u eenstemmig voor, de drie Overeenkomsten, die u zijn voorgelegd, goed te keuren; echter, daar de Mogendheden, die de drie Overeenkomsten onderteekenden, niet dezelfde zijn, stelt zij voor, die drie Overeenkomsten niet in slechts één ontwerp op te nemen, doch voor elke Overeenkomst een afzonderlijk wetsontwerp in te voeren.

De Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

